

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DIRMED-25-08-19)

l'Acheteur

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral R93-2025-12-01-00039 du 1 décembre 2025

Objet du marché

Travaux d'entretien préventif et curatif des chaussées du Réseau National Structurant des Bouches-du-Rhône et du Var

Le présent CCAP comporte 2 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Point de départ du délai d'exécution.....	8
1-5. Passation des commandes.....	9
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	10
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	11
1-8. Dispositions générales.....	11
1-9. Clauses de réexamen du marché public.....	15
1-10. Ordres de service.....	16
1-11. Propriété intellectuelle.....	16
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES ET CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	17
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	18
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	18
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	18
3-3. Variation dans les prix.....	25
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	27
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	28
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	28
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	28
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	28
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	28
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	28

4-4. Autres pénalités.....	29
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	38
5-1. Retenue de garantie.....	38
5-2. Avances.....	39
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	39
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	39
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	40
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	40
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	40
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	40
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	40
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	41
7-3. Déclaration d'intention de commencer les travaux d'urgence.....	41
7-4. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	41
7-5. Piquetage général.....	41
7-6. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	41
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX....	42
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	42
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	44
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	46
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	46
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	49
8-6. Registre de chantier.....	50
8-7. Réseaux.....	50
8-8. Constats.....	50
8-9. Voiries d'accès au chantier.....	50
8-10. Environnement.....	51
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	52
9-2. Réception.....	52
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	53

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	53
9-5. Documents fournis après exécution.....	53
9-6. Délai de garantie.....	53
9-7. Garanties particulières.....	53
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	54
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	55
11-1. Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi.....	55
11-2. Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion.....	55
11-3. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire.....	57
11-4. Globalisation des heures d'insertion.....	57
11-5. Dispositif d'accompagnement des entreprises pour la mise en œuvre de la clause d'insertion.....	58
11-6. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion.....	58
11-7. Respect de la réglementation RGPD.....	59
11-8. Suivi et contrôle de l'action d'insertion.....	60
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	62

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le CCAG applicable est le CCAG Travaux en vigueur à la date de la publication du dossier

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

La coordination de sécurité est organisée en fonction de différentes catégories d'opérations (selon l'article R. 4532-1 du Code du travail) qui seront précisées dans le bon de commande.

Les prestations, objet du présent marché, concernent les travaux d'entretien préventif, les grosses réparations et la régénération des chaussées des Routes Nationales Structurantes gérées par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var.

Les lieux d'exécution des prestations sont ceux décrits dans la section I du CCTP du présent marché.

Les prestations font l'objet d'un marché conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- Le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ou, selon leur montant, par délégation de signature donnée aux agents désignés à l'arrêté préfectoral de subdélégation en vigueur à la date de notification du bon de commande.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial (modèle DIRMED communiqué sur demande).

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est :

La Direction Interdépartementale des Routes méditerranée
Service des Politiques de l'Exploitant et de la Programmation
Pôle Conservation du Patrimoine.

Adresse postale : DIRMED/SPEP/PCP
16 rue Antoine Zattara
CS 70248
13 331 Marseille cedex 3

Adresse électronique: spep.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

1-3.5. Maîtrise d'œuvre

Une fonction de maîtrise d'œuvre comprenant : la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur, l'émission des bons de commande et la programmation des travaux est assurée par :

Le District Urbain de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée :

Adresses postales et physiques :
DIRMED/District Urbain
Chemin du Commandant Jean-François Mattéi
13240 SEPTEMES-LES-VALLONS
Adresse électronique: du.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

Les Services d'ingénierie et le SPEP de la DIRMED :

- le Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée du Ministère de la Transition Ecologique 520, Allée Henri de Montmorency 34 172 Montpellier Adresse électronique : sir-2m.dirmed@developpement-durable.gouv.fr
- le Service d'Ingénierie Routière 13 et le SPEP de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée : 16 rue Antoine Zattara 13 003 MARSEILLE
 - Adresse électronique : sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr
 - Adresse électronique : spep.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

1-3.6. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.7. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Chaque bon de commande s'analyse comme un chantier spécifique. Les dispositions décrites à l'article 8-4.3 du présent CCAP seront appliquées.

1-3.8. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.9. Autres intervenants

Le contrôle extérieur peut être assuré par :

Le CEREMA

- 30 Rue Albert Einsein
- 13 290 Aix-en-Provence
- 04 42 24 76 76

La société Ginger CEBTP pour le terrassement, les bétons et la chaussée :

- 1030 rue JRGG de la Lauzière
- Les Milles
- 13 290 Aix-en-Provence
-

La signalisation horizontale sera mise en œuvre par l'entreprise Aximum, titulaire du marché à bons de commande relatif aux « Travaux de signalisation horizontale sur le domaine public de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée » pour le District Urbain.

1-3.10. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

- Le chef du SPEP et son adjoint, les chefs de districts et leur adjoint, les chefs des SIR et les chefs des pôles du SPEP et toutes personnes délégataires désignées par ces personnes ci-avant pour assumer les fonctions suivantes :
- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) avec copie au District concerné.

- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-3.11. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de tous les ordres de service par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

1-4. Point de départ du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG, le bon de commande précise la date de démarrage des travaux et la période de préparation si elle s'avère nécessaire.

1-5. Passation des commandes

Le principe d'émission des bons de commande retenu est l'émission « en cascade » : il sera fait appel en priorité au titulaire n°1.

Pour chaque commande, il sera fait appel en priorité au titulaire n°1. Le 1er titulaire devra confirmer ou non sous 5 jours ouvrés être en mesure d'assurer l'intervention (ex : nombreuses interventions simultanées sur l'ensemble du périmètre géographique).

Si le titulaire n°1 n'est pas en mesure de réaliser l'intervention ou ne répond pas dans le délai imparti, alors il sera fait appel au titulaire n°2. Le 2eme titulaire devra confirmer ou non sous 5 jours ouvrés être en mesure d'assurer l'intervention.

Si les deux titulaires ne confirment pas leur intervention (réponse négative ou absence de réponse) dans le délai imparti, alors l'intervention sera commandée et réalisée par le titulaire n°1.

Les 2 titulaires auront confirmation du prestataire retenu dans un délai 2 (deux) semaines après la consultation.

Les titulaires peuvent ponctuellement être conviés aux réunions hebdomadaires de programmation.

Les commandes sont adressées sous forme de bons de commandes globaux signés par le représentant du pouvoir adjudicateur qui comprendront à minima :

- La localisation de la prestation (département, axe routier, PR de début et PR de fin,...) ;
- Les travaux souhaités (structure envisagée, rabotage, voies concernées, largeur,...)
- La date de démarrage souhaitée ;
- La durée envisagée ;
- Si les travaux auront lieu de nuit
- Les mesures d'exploitation envisagées ;
- Si la prestation nécessite une période de préparation, un PAQ, un SPS ;
- Les quantités à mettre en œuvre (grandes masses) ;
- ...

L'attributaire du bon de commande disposera de 10 jours ouvrés au maximum afin de finaliser son devis et de le transmettre au RPA.

En l'absence de devis finalisé par le titulaire retenu pour le bon de commande pour la réalisation des travaux au delà du délai de 10 jours ouvrés, le RPA pourra résilier l'accord-cadre avec le titulaire (entreprise unique ou cotraitants) concerné.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ou, selon leur montant, par délégation de signature donnée aux agents désignés à l'arrêté préfectoral de subdélégation en vigueur à la date de notification du bon de commande.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG, les bons de commande pourront être adressés par mail, pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 18 h. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une semaine par courrier électronique, du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro d'EJ de l'accord cadre
- Le numéro de l'Engagement Juridique du bon de commande lors de la transmission ;
- Le lieu d'exécution ;
- La date de début des travaux ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux le cas échéant ;
- Les conditions particulières d'exécution et notamment l'intervention de nuit le cas échéant;
- Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS) le cas échéant;
- Les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités de leur remise, le cas échéant ;
- La désignation des prestations Les prix unitaires et/ou forfaitaires et les quantités à mettre en œuvre ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-6-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Le contrôle des coûts de revient s'applique aux prestations supplémentaires ou modificatives, conformément à l'article 3-5 du présent CCAP. Le titulaire devra fournir, sur demande du maître d'œuvre, une décomposition détaillée des coûts (main d'œuvre, matériaux, frais généraux) pour toute prestation.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six

mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute

la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 51 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4.4.6.

1-8.3. Responsabilités et Assurances

1-8.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

« Le sous-traitant est tenu de garantir le titulaire pour ses travaux, contre tous recours et actions exercés contre ce dernier, en vertu des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil, et de l'article 7 de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978. Par conséquent, le titulaire vérifiera que chaque sous-traitant est titulaire d'une police d'assurance en état de validité, avant le commencement d'exécution des travaux qui lui sont confiés ».

1-8.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police

destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-8.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- Garantie effondrement avant réception,
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles,
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile et décennale du titulaire,

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-8.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-8.4. Réalisation de prestations similaires

Possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

1-8.5. Clauses sociales et environnementales

1-8.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-8.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

De plus, le titulaire devra réduire ses déplacements au strict minimum et privilégier le distanciel pour ces réunions.

Pour ses déplacements, le titulaire veillera à utiliser des véhicules dont le classement « Certificat qualité de l'air » est le meilleur possible. Le titulaire du marché veillera à maximiser les commandes groupées afin de réduire les émissions liées aux transports des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conditions d'exécution
Établissement d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) global dans le cadre du marché puis le cas échéant établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un SOSED spécifique au chantier, basé sur le SOSED global

1-8.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-9. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-10. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités des prestations qui constituent l'objet du marché.

1-11. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES ET CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A-1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent CCAP et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires renseigné (BPUF) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) de l'offre;
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) de l'offre ;
- Le mémoire technique : Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le mémoire justificatif et explicatif du titulaire joint à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait prévus.

Pièces établies postérieurement à la signature du marché

- Les avenants ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commandes ;
- Les éventuels dossiers d'exploitation sous chantier pouvant être nécessaires suivant les Bons de Commande ;
- Le(s) plan(s) particulier(s) de protection de la santé établi(s) en phase préparation ou au cours du chantier ;
- les éventuelles études d'exécution Bon Pour Exécution nécessaires en fonction des travaux commandé dans le Bon de Commande ;
- Les Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) rattachés aux bons de commande ;
- les Plans d'Assurance de la Qualité (PAQ) rattachés aux bons de commande ;
- Les documents en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et ses annexes avec les

modalités pratiques de coopération entre le coordinateur et ses intervenants.

A-2 - Pièces générales

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes françaises homologuées transposant les normes européennes, les autres normes françaises homologuées et les autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux et les certifications de conformité correspondants aux normes homologuées ;
- Les textes réglementaires cités dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché.
- Les normes AFNOR et CE citées dans les différentes pièces du présent marché ;
- Les guides techniques du SETRA
- Le manuel du chef de chantier volume I, IV, V, VI et VII SETRA/CEREMA;

Les pièces générales ci-avant énumérées ne sont pas jointes au dossier mais sont réputées être connues des entrepreneurs.

Les documents du CEREMA / DirTecITM (ex SETRA)/ IDDRIM sont disponibles auprès du bureau de vente du Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA) ou téléchargeable gratuitement sur internet.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3- 2.8 ci-après ;

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées d'une part, par application des prix unitaires prévus au marché aux quantités réellement livrées ou exécutées et, d'autre part, par application des prix forfaitaires. Les prix du marché sont établis en Euros, hors taxes à la valeur ajoutée (T.V.A.). Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas présenté la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information. Les prix du marché s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux et prestations du bon de Commande, ou rattachés à ceux-ci en tenant

compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

- En tenant de l'ensemble des pièces constitutif du Dossier des Ouvrages Exécuté à transmettre à la fin des prestations de chaque commande.

Il appartient au titulaire, compte tenu de sa qualité de professionnel avisé, de :

- signaler au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage toute erreur, omission ou contradiction manifeste dans les pièces qui lui sont transmises ainsi que les contradictions ou discordances éventuelles entre ces pièces,
- de demander au maître d'œuvre tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et en toute responsabilité, procéder à ses études d'exécution puis à la réalisation des travaux.

En outre, les prix sont réputés avoir été établis :

➔ En tenant compte :

- des frais généraux, impôts et taxes et la marge du titulaire pour risques et bénéfice ;
- des frais d'assurances complémentaires ou spéciales entraînés par le mode d'exécution des travaux,
- de tous les frais liés à toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations que ces sujétions résultent :
 - ✓ de l'utilisation du domaine public ou du fonctionnement des services publics ;
 - ✓ des phénomènes naturels ;
 - ✓ de toutes les opérations liées au phasage des travaux ;
 - ✓ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
 - ✓ l'établissement d'un devis ;
 - ✓ les frais de déplacement pour l'établissement d'un devis ;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie décennale y compris la participation aux visites d'inspection commune préalable pendant les travaux avec les services de secours, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ;

➔ En tenant compte des frais liés à la mise en sécurité du chantier,

➔ En tenant compte des dépenses liées à la présence éventuelle de substances dangereuses, notamment à la présence d'HAP ou d'amiante dans les enrobés ou le béton, notamment l'Arrêté du 3 juin 2025 modifiant l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.

➔ En tenant compte des dépenses liées aux dispositions à prendre et aux protections à mettre en œuvre pour éviter toute chute de matériels, matériaux et outils et tout rejet de déchets dans le milieu naturel;

➔ En tenant compte de l'application de la clause sociale d'insertion pour l'exécution du marché ;

➔ En tenant compte des dépenses et des sujétions liées au respect des mesures environnementales engendrées par le SOSED ou toute autres procédures environnementales

imposant des mesures de protection ;

➔ En tenant compte des contraintes environnementales et de protection du milieu naturel vis-à-vis des travaux et d'une pollution de toute nature due à l'exécution (pollution accidentelle). Toute pollution constatée du fait de l'entrepreneur, fera l'objet d'un constat contradictoire et sera traitée aux frais de l'entrepreneur ;

➔ En tenant compte des dépenses liées à la législation et aux contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets ;

➔ En tenant compte de ce qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du SOSED et du suivi de ce plan tout au long du chantier.

➔ En tenant compte des dépenses liées aux mesures engendrées par le respect du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;

➔ En tenant compte des dépenses liées à toutes prestations intellectuelles, tous rebuts, fournitures, transports, livraison, main d'œuvre, ainsi que toutes les sujétions correspondant à l'obtention de la qualité des spécifications de chaque Bon de Commande ;

➔ En tenant compte de ce qu'aucune plus-value ne sera accordée si l'obtention des caractéristiques exigées impose la réalisation d'opérations non décrites au marché (les pièces écrites et les documents contractuels ne reproduisant pas les règlements généraux, normes, règles de l'art...sur lesquels ils s'appuient) ;

➔ En tenant compte de tous les frais résultant des modifications ou corrections ou mises au point des documents suite à des observations de la maîtrise d'œuvre en vue de leur visa ;

➔ En tenant compte de toutes les sujétions correspondant aux frais liés aux opérations de vérification par l'entrepreneur de la qualité de son travail;

➔ En tenant compte de l'obligation de la mise à jour quotidienne du journal de chantier, par le responsable de l'activité du chantier (notamment moyens humains et matériels, livraisons, etc.) ;

➔ En tenant compte des contraintes d'approvisionnement en matériaux, livraisons et délais compris, pour le titulaire, ses sous-traitant et fournisseurs ;

➔ En tenant compte des sujétions et dépenses résultant des différents contrôles intérieurs pour l'ensemble des travaux;

➔ En tenant compte des sujétions, dépenses et pertes de temps (délais de préavis et de mise en œuvre, conformément aux CCAP, CCTP et PAQ) imputables aux différents contrôles extérieurs exercés par le maître d'œuvre ou les organismes mandatés par le maître d'ouvrage;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux facilités données par l'entrepreneur pour les contrôles extérieurs restant effectués par le maître d'ouvrage sur le chantier, dans les usines, magasins et ateliers, chez les fournisseurs, tous lieux de fabrication d'éléments constitutifs de l'ouvrage. Celles-ci comprennent notamment la mise à disposition des moyens en matériels, personnels, énergies, des matériaux, produits, composants, elles comprennent

également les prestations d'études et de travaux, éventuellement nécessaires;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux actions relevant des contrôles, vérifications, essais, épreuves, réglages... de l'entrepreneur ou transférées à sa charge et les moyens pour effectuer, y compris pour les ouvrages provisoires et les matériels spéciaux ;

➔ En tenant compte de toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques;

➔ En tenant compte pendant toute la durée des chantiers des frais de gestion et d'entretien de toute la zone de chantier comprenant également:

- la gestion, l'entretien et les évacuations des installations de chantier;
- le gardiennage du chantier, 7jours/7, 24 heures/24. Toutes disparitions de matériel étant sous la responsabilité de l'entrepreneur;
- la remise en état des lieux et des terrains sur l'emprise du chantier, de ses accès et de ses installations;

➔ En tenant compte des contraintes géotechniques des terrains, de stockages des matériaux liées aux conditions météorologiques ;

➔ En tenant compte d'une manière générale de toutes contraintes de phasage, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en œuvre décrites dans les pièces du marché ;

➔ En tenant compte des frais liés à la recherche et la présence d'éventuels réseaux de toute nature ainsi que des chantiers éventuellement nécessaires au déplacement, à la transformation ou à la protection de ces installations.

➔ En tenant compte des restrictions en matière d'exploitation sous chantier, notamment concernant l'autorisation de réaliser les travaux impliquant des contraintes significatives de circulation.

➔ En tenant compte des éventuelles contraintes imposées par la proximité des voies ferroviaires y compris les prescriptions du référentiel SNCF-Réseau « MOA tiers – Directives de Sécurité Ferroviaire (DSF) » (référentiel IG94589- Version 01 du 18-12-2017), sur les consignes de sécurité techniques et la participation à la visite de sécurité avec la SNCF ainsi que la rédaction de la notice de sécurité ferroviaire ;

➔ En tenant compte d'une manière générale des sujétions de l'article 8 du présent CCAP et notamment les précautions, les prestations, les indemnités, les dépenses d'équipement et de fonctionnement de chantier et frais complémentaires parmi lesquelles:

- Les installations de chantier visées au 8-4.1 du présent CCAP.
- Les indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'Entrepreneur et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les lieux de dépôt des déblais en excédent, circulations diverses, etc. (art 8-4.1 et 8-4.2 du CCAP)
- La signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique (art 8-4.5 du CCAP)
- Le maintien des communications et des écoulements naturels (art 8-4.6 du CCAP). A noter que, pendant toute la durée des travaux, les éventuels écoulements hydrauliques existants sur les parties circulées de l'ouvrage sont maintenus et dans les zones de travaux,

les eaux sont récupérées et évacuées sans rejet direct;

➤ de l'établissement des états des lieux préalables au début des travaux;

➔ En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes:

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Vent	70 km/h	1 heure
Pluie d'orage	60 mm	24 heures consécutives
Neige	80 cm	12 heures consécutives
Gel	-5°C	24 h consécutives sous abri de chantier

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels (vent, pluie, et gel) : Station météo-France la plus proche du site des travaux.

Pour le phénomène « neige », qui n'est pas une donnée enregistrée par Météo-France, le seuil retenu sera adapté sur le site du chantier

➔ Les pièces du marché renseignent l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux, études, investigations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont nécessaires pour l'obtention complète du résultat final objet du marché. Dans cette optique, l'ensemble des prix prévus au marché est supposé rémunérer l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages conformément aux spécifications du marché. Les prix sont également réputés inclure toutes les dépenses générales nécessaires au bon déroulement du chantier. L'entrepreneur est censé avoir pris connaissance sur le site des travaux de l'ensemble des données géologiques, géotechniques, hydrologiques, administratives, d'accessibilité, d'exploitation...

➔ En tenant compte de la saisie des bons de déchets sur l'application Trackdéchet pour le compte du maître d'ouvrage;

➔ En tenant compte des sujétions générales et contraintes liées à la réglementation du travail. Il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas responsable des travaux décidés par d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition de prix

A la notification du marché et pour tout nouveau prix, le titulaire transmettra :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires comprenant a minima les item main d'œuvre, fourniture et matériel ;

Concernant les prix initiaux du marché, le titulaire a 20 jours pour transmettre l'ensemble des décomposition et sous détails.

Concernant les prix nouveaux, aucune notification ne peut se faire sans la décomposition et sous détail des prix à ajouter au marché.

Concernant les prix sous-traités, il en revient au titulaire de joindre les décompositions et les sous détails de ses sous-traitants.

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 13.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la transmission de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les

points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de transmission au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 20 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail «Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- Le numéro de marché « figurant sur le Bon de commande »
- Le numéro de SIRET du Maître d'ouvrage DIRMED : 110 002 011 00044
- Service exécutant : CGFB200013
- Numéro d'engagement juridique : se reporter à la lettre de notification du marché.
- Numéro d'engagement juridique : se reporter au bon de commande.

Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas

courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des soustraitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres (mois zéro).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de sa structure pour la révision des travaux sont :

Index	Désignation
TP04	Fondations et travaux géotechniques
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
ING	Ingénierie

Ces index sont publiés :

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index et consultable sur le site internet de l'INSEE « <https://www.insee.fr/fr/statistiques> ».

Les index de référence sont appliqués sur chacun des prix suivants :

Index	Désignation	Prix
TP04	Fondations et travaux géotechniques	La série de prix G
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie	Les séries de prix A, B, C et E
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés	Les séries de prix D et F
ING	Ingénierie	Les séries de prix H, I, J

Les prix exclus ne sont pas soumis à variation.

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 19.4 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

La révision des prix d'un bon de commande est effectuée à la date de réalisation des prestations

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois précédent la date de remises des offres ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à

la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283, 2 nonies du code général des impôts, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'oeuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'oeuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total

des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 du CCAG le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité et les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1000 €.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, dans le cadre d'un dispositif d'exploitation spécifique mis en place, pour tout dépassement de la durée d'intervention par rapport à l'heure prévue, le titulaire encourt une pénalité cumulative par tranche de quart d'heure, tout quart d'heure entamé étant compté comme un quart d'heure complet. Cette pénalité se monte à 100 euros le premier quart d'heure, à 200 euros pour les quarts d'heure suivants jusqu'à un retard cumulé d'une heure, puis à 400 euros pour les quarts d'heure suivants. Le décompte des pénalités est effectué à compter de l'ordre de repliement formulé par le gestionnaire de voirie et/ou le représentant du maître d'œuvre.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant : À la fin des travaux, dans le délai de 7 jours comptés de la date de la décision de réception, en cas de non dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, qui aurait été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1 500 € dès la constatation, puis de 500 € par jour de retard supplémentaire.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 € à compter de la date de réception des travaux. Ces stipulations s'appliquent à tous les bons commandes sans exception.

4-4.3. Documents nécessaires à l'étude et l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1000 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 5000 €.

En cas de retard à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € par heure de retard.

4-4.5. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG, et après une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non justifiée.

En cas d'absence ou de refus de mise à disposition des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le RMO procédera à une mise en demeure du titulaire. En cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article 11. 8 Suivi et contrôle de l'action d'insertion. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-4.9. Pénalité pour retard dans la remise des devis

En cas de non-respect de la remise de devis défini à l'article 1-5 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1500€

4-4.10. Autres pénalités diverses

4-4.10.1. Signalisation

En cas de signalisation non conforme, des mesures qui pourraient être prises en application de l'article 8.4.4 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à trois cents euros (1000€).

4-4.10.2. Pénalités et retenues pour NON-RESPECT des règles de SECURITE

En cas de non-respect des consignes de sécurité qui s'imposent sur chantier (PGCSPS, PPSPS,...), il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée. En cas de non

respect des documents validés par la maîtrise d'œuvre (PIC, document d'exécution, procédure spécifique...) il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée. En cas de non-respect des consignes de sécurité s'appliquant aux engins (défaut sur engin ou engin en surcharge), il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée. Ces pénalités pourront être appliquées à la date du constat qui aura été établi par la MOE qu'il soit signé avec ou sans réserves ou en refus de signature.

4-4.10.3. Non respect du PAQ

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à cent cinquante euros (150€) en cas de non-respect d'une des procédures du PAQ.

4-4.10.4. Voies publiques non nettoyées

Au cas où les chaussées, sur lesquelles la circulation est maintenue, ne seraient pas nettoyées (présence de boue, ...), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à cent cinquante euros (150€).

4-4.10.5. Non présentation du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants

En cas de non présentation du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants alors qu'un dispositif d'exploitation spécifique a été mis en place conformément à l'arrêté de circulation validé avec l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité de 5 000 euros par constatation.

4-4.10.6. Annulation tardive d'un dispositif d'exploitation spécifique

L'annulation d'un dispositif d'exploitation spécifique est dite tardive si elle survient dans les 48 heures qui précèdent sa mise en place (hors aléas météorologiques). Pour toute annulation d'un dispositif d'exploitation spécifique tardive à la demande du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 1000 euros.

4-4.10.7. Pénalités pour atteintes à l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories dont la liste non exhaustive des infractions par catégories est la suivante :

- Catégorie 1 : infractions de comportement et toute autre action sans conséquence directe sur l'environnement :
 - non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets);
 - non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisement et de dessouchage;
 - manquement aux prescriptions du dossier de propreté de chantier;
 - non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché;
 - mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets sur le chantier;
 - non-remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier (absence de traçabilité)
 - jour d'absence du responsable environnement de l'Entreprise et absence non justifiée à une réunion;
 - non respect du PRE ;
- Catégorie 1 : La pénalité encourue est de 1 000 € par cas constaté.

- Catégorie 2 : atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :
 - rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
 - défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement, et notamment du renouvellement des filtres, curage et vidange des bassins provisoires;
 - pénétration d'engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées;
 - coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre;
 - mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux;
 - émissions de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs;
 - dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés;
 - nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet;
 - feux non déclarés ou non autorisés;
 - enfouissement de déchets de chantier de quelque nature que ce soit;
 - dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier dans des lieux non réglementaires et/ou non agréés , quelle que soit la nature des déchets (hors déchets dangereux);
 - non-respect des prescriptions des arrêtés et autorisation de la législation des transports et notamment transport de déchets de chantier DANGEREUX par une entreprise non agréée;
 - stockage de produits dangereux sans aménagement de l'aire et notamment stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche;
- Catégorie 2 : La pénalité encourue est de 2 000 € par jour ou par cas constaté.
- Catégorie 3 : dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :
 - destruction d'une station de plante protégée ou d'une espèce animale;
 - déboisement pendant les périodes de reproduction des oiseaux protégés;
 - remblaiement de zone humide non autorisé;
 - destruction de milieux naturels ;
 - dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier DANGEREUX en dehors d'un centre de traitement agréés (I.C.P.E.);
 - rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine.
- Catégorie 3 : La pénalité encourue est de 3 000 € par cas constaté.

L'Entrepreneur informe dans les plus brefs délais le Maître d'oeuvre et le Maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'Entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers. Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à l'Entrepreneur dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été

réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau,...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'Entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'Entrepreneur.

4-4.10.9. Pénalité pour PRÉSENCE de personnel d'entreprise NON AUTORISÉE

En cas de présence sur le chantier de personnel d'entreprise non agréée par le PA et œuvrant sur le chantier, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 2 000 € par personne constatée au titulaire (mandataire du groupement).

4-4.10.13. Pénalité pour BRÛLAGE non autorisé ou abandon DES DÉCHETS de chantier de quelques natures que ce soit

Elle est fixée à forfaitairement 500 € par infraction constatée. En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 1 000 € par infraction supplémentaire constatée.

4-4.10.14. Pénalité pour NON-REMISE par l'entreprise des ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA CONSTATATION des prestations réalisées

Pour l'application de l'article 12.2 du CCAG, en l'absence de demande du titulaire, le maître d'oeuvre fixera la date de constatation par ordre de service. Cet ordre de service précisera les éléments de calculs nécessaires à la constatation (métrés, cubatures, etc...) et les parties d'ouvrages concernées. Ces éléments seront transmis par l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service. En cas de non respect du délai concernant la production des éléments de calcul nécessaires à la constatation : une pénalité journalière de 500 € HT sera appliquée à partir du 16ème jour suivant la date de réception de l'ordre de service.

4-4.11. Pénalités pour imperfections techniques

Toutes les pénalités et réfections de prix ci-après sont applicables au prix total de la tonne d'enrobés (fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre) sur le chantier considéré et calculées sur la base des résultats des contrôles. Toutes les réfections de prix ci-après sont cumulables, leur somme ne pouvant cependant pas dépasser cent pour cent (100%) du prix global (fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre) de l'enrobé non conforme.

Outre l'application de ces pénalités, le maître d'ouvrage peut refuser de payer et le maître d'œuvre peut faire enlever et transporter à la décharge, les enrobés aux frais du titulaire dans les circonstances telles que :

- x bâchage des camions non conforme au paragraphe III-3.5 du CCTP,
- x enrobés mis en œuvre à une température inférieure à celle prévue au paragraphe III-3.6 du CCTP,
- x résultats des mesures de macrotexture non conformes aux spécifications du paragraphe IV-2 du CCTP¹.

Les réfections de prix et les pénalités seront appliquées aux lots non conformes.

Définition du «lot» : Un «lot» est constitué par la production d'enrobés destinée au chantier considéré, avec un minimum de deux cents (200) tonnes. Cette définition est celle à prendre en

¹ Pour cette imperfection technique, après l'établissement d'une fiche de non-conformité, le titulaire pourra proposer des mesures correctives au maître d'œuvre, qui décidera des suites à donner.

compte pour le calcul des pénalités, sauf si sa définition apporte d'autres précisions.

A- Non respect de la teneur en vide

Le CCTP précise les résultats attendus et la méthodologie employée lors du contrôle de la teneur en vide in situ.

Les résultats des mesures de la teneur en vide sont exploités selon les modalités suivantes :

Soit y le pourcentage de points de mesure ne respectant pas les spécifications définies au CCTP.

- Si $y \leq 10 \%$ les résultats sont conformes,
- Si $10 < y \leq 20 \%$ il est appliqué la réfaction de prix suivante :

$$x = 0,025 \times (y - 10) \times P \times t$$

avec
P : prix unitaire
t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.
- Si $y > 20 \%$ refus du lot défectueux et remise en état complète aux frais de l'entrepreneur.

B- Non-respect des fuseaux granulométriques

La vérification de la conformité des fuseaux granulométriques est effectuée à partir de résultats issus :

- x de prélèvement d'échantillon d'enrobé à chaud, à raison d'un par camion,
- x de carottage.

Le CCTP définit trois zones de qualité (mauvaise, médiocre, correcte) en fonction de seuils de qualité de fabrication.

Un lot est considéré comme non-conforme s'il existe un groupe de quatre (4) résultats dont la moyenne est inférieure au seuil de qualité correcte. Si le nombre de camion d'enrobé n'est pas suffisant pour effectuer 4 prélèvements différents, alors le groupe sera constitué d'un prélèvement par camion déchargeant les enrobés.

Pour chacun des fuseaux granulométriques définis dans le tableau ci-dessus lorsque la moyenne des résultats se situe :

- x dans la zone de qualité correcte : le matériau est jugé conforme.
- x dans la zone de qualité médiocre : il est appliqué la réfaction de prix suivante :
 - la réfaction suivante est appliquée pour le passant à 0,063 mm :

$$0,03 \times g \times P \times t$$

avec
g : écart entre le pourcentage moyen des teneurs en fine mesuré et la valeur de la limite inférieure en fines tolérées (pourcentage).
P : prix unitaire.
t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.
 - la réfaction suivante est appliquée pour les passants au tamis 2 mm, 4 mm, 6,3 mm, 8 mm, 10 mm, 12,5 mm et 14 mm

$$0,01 \times |g| \times P \times t$$

avec
g : écart entre le pourcentage moyen du passant mesuré et la valeur limite de la qualité correcte la plus proche du même passant (en pourcentage).
P : prix unitaire.
t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

Cette réfaction est applicable à chacun des tamis.

- ✗ dans la zone de qualité mauvaise : le lot défectueux est refusé. La remise en état complète est aux frais de l'entrepreneur.

C- Non-respect de la teneur en liant

La vérification de la conformité des fuseaux granulométriques est effectuée à partir de résultats issus :

- ✗ de prélèvement d'échantillon d'enrobé à chaud, à raison d'un par camion,
- ✗ de carottage.

Le CCTP définit trois zones de qualité (mauvaise, médiocre, correcte) en fonction de seuils de qualité de fabrication.

Un lot est considéré comme non-conforme s'il existe un groupe de quatre (4) résultats dont la moyenne est inférieure au seuil de qualité correcte. Si le nombre de camion d'enrobé n'est pas suffisant pour effectuer 4 prélèvements différents, alors le groupe sera constitué d'un prélèvement par camion déchargeant les enrobés.

Lorsque la moyenne des résultats se situe :

- ✗ dans la zone de qualité correcte : le matériau est jugé conforme.
- ✗ dans la zone de qualité médiocre : il est appliqué la réfaction de prix suivante :

$$(0,1 + |g|) \times P \times t$$

avec

g : écart entre la teneur en liant moyenne des essais (calculée à 0,01 près, puis arrondie au 0,1 le plus proche) et la valeur limite de la qualité correcte la plus

proche (en pourcentage).

P : prix unitaire.

t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

- ✗ dans la zone de qualité mauvaise : le lot défectueux est refusé. La remise en état complète est aux frais de l'entrepreneur.

D- Non-respect du module de richesse

Conformément aux indications du CCTP le module de richesse n'est examiné que dans le cas où les contrôles de teneur en liant et de granulométrie ont révélé chacun des valeurs de qualité correcte.

La vérification de la conformité des fuseaux granulométriques est effectuée à partir de résultats issus :

- ✗ de prélèvement d'échantillon d'enrobé à chaud, à raison d'un par camion,
- ✗ de carottage.

Le CCTP définit trois zones de qualité (mauvaise, médiocre, correcte) en fonction de seuils de qualité de fabrication.

Un lot est considéré comme non-conforme s'il existe un groupe de quatre (4) résultats dont la moyenne est inférieure au seuil de qualité correcte. Si le nombre de camion d'enrobé n'est pas suffisant pour effectuer 4 prélèvements différents, alors le groupe sera constitué d'un prélèvement par camion déchargeant les enrobés.

Lorsque la moyenne des résultats se situe :

- ✗ dans la zone de qualité correcte : le matériau est jugé conforme.
- ✗ dans la zone de qualité médiocre : il est appliqué la réfaction de prix suivante :

$$(0,05 + g) \times P \times t$$

avec

g : écart entre le module de richesse K moyen des essais (calculé à 0,01 près, puis arrondi au 0,1 le plus proche) et la valeur limite de qualité correcte.

P : prix unitaire.

t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

- ✕ dans la zone de qualité mauvaise : le lot défectueux est refusé. La remise en état complète est aux frais de l'entrepreneur.

E- Pénalités pour défaut de caractéristiques de surface (uni, macrotexture et bruit)

Pénalités pour non-respect des tolérances de macrotexture et de bruit

En cas de non respect du CCTP, l'entrepreneur propose une solution de remise en conformité.

En fonction des solutions envisagées, le maître d'œuvre se réserve le droit d'appliquer une réfaction de prix après remise en conformité.

Le lot considéré étant formé du lot de contrôle, la réfaction de prix est de 10 % du prix total des prestations assurées par l'entrepreneur au titre du matériau considéré.

Pénalités pour non-respect des tolérances d'uni longitudinal

Les pénalités s'appliquent à chaque lot contrôlé tel qu'il est défini dans le CCTP. Le montant des pénalités s'élèvent à

- 10 % du prix global (fourniture, fabrication, transport, mise en œuvre) pour la largeur de la voie de circulation contrôlée et le linéaire du lot concerné pour les PO
- et 5 % du prix global (fourniture, fabrication, transport, mise en œuvre) pour la largeur de la voie de circulation contrôlée et le linéaire du lot concerné pour MO et GO.

Les pénalités s'appliqueront :

- pour les défauts en PO, uniquement sur la couche de roulement ;
- pour les défauts en MO, sur la couche N-1 si l'épaisseur de la couche de roulement est inférieure ou égale à 3 cm et sur la couche de roulement dans le cas contraire ;
- pour les défauts en GO et dans le cadre de travaux de construction sur l'intégralité des couches mises en œuvre. Ceci nécessite que la couche de forme ait fait l'objet de mesures de réception.

Les pénalités sont cumulables par bandes d'onde.

L'entreprise pourra proposer une solution de mise en conformité des lots concernés adaptée aux défauts relevés. Cette proposition fera l'objet d'une validation par le maître d'œuvre.

Réfection pour non-respect des tolérances d'uni longitudinal

Pour les travaux de construction

Pour chaque lot de contrôle tel qu'il est défini dans le CCTP, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Défaut pénalisant	Pénalités*
PO	10 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche de roulement
MO	5 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche concernée
GO	5 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la structure complète

Défaut pénalisant	Pénalités*
PO	10 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche de roulement
MO	5 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche concernée
GO	5 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la structure complète

Pénalités en travaux de construction

** Ces pénalités sont cumulables par bandes d'ondes*

L'entrepreneur, en accord avec le maître d'ouvrage, pourra proposer des travaux de reprises de manière à éviter d'être pénalisé et une nouvelle réception s'imposera

Quand les seuils de réfection sont atteints, l'entrepreneur doit faire une proposition chiffrée de remise en conformité des lots concernés, adaptées aux défauts relevés. Cette proposition doit faire l'objet d'une validation par le maître d'œuvre. Celui-ci décide alors, en fonction de ses contraintes,

- de faire procéder à la réfection du lot incriminé, aux frais du titulaire et dans les délais qui lui sont impartis par le maître d'œuvre

ou

- d'appliquer une pénalité spéciale de 20 à 30% du montant des travaux de réfection validés, incluant fourniture, fabrication, transport, mise en œuvre et fraisage éventuel.

Pour les travaux d'entretien

Entretien avec mise en œuvre d'une couche d'épaisseur $e \leq 3$ cm ou BBDr :

Défaut pénalisant	Pénalités
PO	10 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche de roulement

Pénalités en travaux d'entretien

Autres Cas :

Défaut pénalisant	Pénalités*
PO	10 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche de roulement
MO	5 % du prix de fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de la couche concernée

Pénalités - Autres cas

** Ces pénalités sont cumulables par bandes d'ondes*

L'entrepreneur, en accord avec le maître d'ouvrage, pourra proposer des travaux de reprises de manière à éviter d'être pénalisé et une nouvelle réception s'imposera.

Quand les seuils de réfection sont atteints, l'entrepreneur doit faire une proposition chiffrée de remise en conformité des lots concernés, adaptées aux défauts relevés. Cette proposition doit faire l'objet d'une validation par le maître d'œuvre. Celui-ci décide alors, en fonction de ses contraintes,

- de faire procéder à la réfection du lot incriminé, aux frais du titulaire et dans les délais qui lui sont impartis par le maître d'œuvre

ou

- d'appliquer une pénalité spéciale de 20 à 30% du montant des travaux de réfection validés, incluant fourniture, fabrication, transport, mise en œuvre et fraisage éventuel.

F- Épaisseurs

Dans le cas où une sous épaisseur comprise entre 0 et 20 % de l'épaisseur théorique exigée lors de la commande serait constatée, il est appliqué la réfaction de prix suivante :

$$x \quad (1-1,5 \times g) \times P \times t$$

avec

g : écart entre l'épaisseur théorique exigée lors de la commande et l'épaisseur moyenne constatée.

P : prix unitaire.

t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

Dans le cas où une sous épaisseur supérieure à moins 20 % de l'épaisseur théorique exigée lors de la commande serait constatée, le lot défectueux est refusé. La remise en état complète est aux frais de l'entrepreneur.

G- Collage des couches

Pour le contrôle extérieur relatif au collage des couches, le maître d'œuvre réalisera au minimum 6 carottes prises de manière aléatoire et régulière sur l'ensemble du chantier.

Les résultats seront déclarés conforme pour le collage des couches si l'on ne constate aucun décollement aux interfaces des enrobés mis en œuvre sur les carottes prélevées.

Dans le cas contraire, le lot de contrôle sera déclaré non-conforme pour le contrôle du collage des couches et le titulaire du présent marché devra établir une fiche de non-conformité majeure portant atteinte aux exigences pour la qualité avec :

- x soit, acceptation en l'état et proposition d'une extension de garantie en accord avec la portée de la non-conformité,
- x soit, *propositions d'actions correctives (ou curatives) pour remise en conformité du lot de mise en œuvre déclaré non-conforme. Après acceptation des actions correctives (ou curatives) il devra procéder à ces frais et sans suspension de délai à toutes les opérations issues des actions correctrices acceptées.*

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois.

Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, selon les dispositions du Code de la Commande Publique, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 5 % du montant initial TTC.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance, sera effectué conformément à l'art. R2191-11 du CCP.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions définies dans le CCP pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme

à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs mandaté par le maître d'ouvrage est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Déclaration d'intention de commencer les travaux d'urgence

Sans objet

7-4. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

7-5. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

7-6. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Il est procédé, au cours de cette période aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
 - VISA des études d'exécution remises par le titulaire dans les délais fixés au 8.2 du présent CCAP .
- Par les soins des titulaires suivant les mentions portées dans de bon de commande, :
 - Etablissement de la fiche remplie jointe en annexe 1 du présent CCAP
 - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du **programme des études d'exécution**, dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Le programme comprend notamment :
 - la liste des documents d'exécution à fournir.
 - le **calendrier d'établissement des documents d'exécution** établi en concertation avec le maître d'œuvre ; il fera apparaître clairement le chemin critique.
 - l'établissement, mise au point et présentation au visa du maître d'œuvre du **SOSED dans le délai de 15 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du **programme d'exécution des travaux complet**, au plus tard 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il est constitué des pièces suivantes :

- Projet des éventuelles Installations de Chantier (PIC), constitué de la base vie, des ouvrages provisoires, des accès depuis les voies publiques, des pistes de chantier, des emprises de chantier et de travaux et toutes les prescriptions figurant aux CCTP et PGC, le tout selon les différentes phases de travaux. Le premier indice de ce document devra être transmis au plus tard 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Le planning général d'exécution des travaux détaillé mentionnant le chemin critique pour la réalisation des ouvrages du marché. Il devra intégrer le calendrier des études d'exécution et mentionner les liens entre les études et travaux avec les délais d'instructions nécessaires. Le premier indice de ce document devra être transmis au plus tard 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC). Le DESC sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et des gestionnaires des voiries concernées. Le premier indice de ce document devra être transmis au plus tard 25 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Établissement du **PAQ**. Le premier indice de ce document devra être transmis au plus tard 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Établissement du **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**, prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants). Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 21 jours à compter du jour de l'inspection commune et au plus tard 35 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des **études et plans d'exécution nécessaires pour le début des travaux**, dans le délai de 21 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation pour le premier indice ;
- Réalisation d'un **état des lieux de chaque voirie, publique ou privée**, susceptible d'être empruntée par le titulaire au cours des chantiers, contradictoirement avec un représentant du gestionnaire des voies concernées et en présence de la maîtrise d'œuvre. Cet état des lieux doit être impérativement réalisé préalablement à l'utilisation de la voie ;
- Établissement et transmission des **demandes des arrêtés de circulation temporaire** nécessaires au démarrage des travaux aux gestionnaires des routes concernées suivant les modèles des gestionnaires en vigueur au moment des travaux.
- Réalisation des piquetages des réseaux souterrains et sondages (le cas échéant) ;
- Réalisation des travaux nécessaires aux prestations devant être faites pendant la période de préparation et/ou selon une période précise définie au marché correspondant à la période de préparation. Cela peut concerner notamment les travaux préparatoires des « pistes » au sens générique du présent marché, les installations de chantier, le débroussaillage, la coupe des arbres... Ces travaux seront possibles sur demande de l'entreprise comme du maître d'œuvre à la condition que les documents nécessaires et correspondants soient en visa VAO ou VSO. L'entreprise devra intégrer des éventuels phasages de ces opérations et ne pourra réclamer aucune indemnité pour les demandes exclusives de la Maîtrise d'œuvre.

- Calendrier de la procédure d'agrément envisagée pour les bétons utilisés dans le cadre du marché.

Pour les autres opérations, se conférer au CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, **les travaux ne peuvent pas commencer avant l'établissement des documents Bon Pour Exécution** des travaux concernés.

Pour rappel, l'établissement d'un document Bon Pour Exécution reste de la responsabilité de l'entreprise et **doit être établi en tenant compte et en levant les observations des visas du maître d'œuvre. Le BPE ne peut être diffusé qu'après obtention d'un visa VSO Visa sans Observation ou à minima VAO Visa Avec Observations** de la part du maître d'œuvre pour les études et plans d'exécution.

Le titulaire établira un état des lieux de la zone de chantier avant le commencement des travaux afin de s'assurer de la remise en l'état en fin de travaux.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Les études, plans d'exécution des ouvrages et demandes d'agrément sont établis par le titulaire sur la base des études et documents fournis pour chaque bon de commande. Ces documents d'exécution feront obligatoirement l'objet de VISA(s) de la part de la Maîtrise d'œuvre.

Les délais ou dates de remise des documents nécessitant un visa de la Maîtrise d'œuvre sont, soit définis dans l'article 8.1 du présent CCAP, soit équivalents à la date de démarrage des travaux concernés figurant au planning général en vigueur à laquelle il faudra déduire 60 jours minimum.

Il appartient donc à l'entreprise d'anticiper et de « soigner » la production des documents d'exécution afin de limiter les indices.

Ils seront transmis en version papier avec Bordereau d'Envoi (BE), soit remis en main propre, soit transmis par courrier de préférence avec accusé de réception.

La date de réception contractuelle sera la date de réception par le Maître d'œuvre du document version papier. Cette date sera contractualisée, soit par la signature datée du bordereau, soit par signature datée du récépissé de l'AR par le représentant de la Maîtrise d'œuvre. Dans l'hypothèse où les documents seraient transmis par simples courriers, l'entreprise ne pourra se prévaloir de contestation sur la date retenue par le Maître d'œuvre. Il appartient donc à l'entreprise de choisir le mode de transmission postale pour éviter toute réclamation ultérieure.

Les études d'exécution sont soumises au visa du maître d'œuvre,

La nomenclature des visas est :

VSO : Visa Sans Observations ;

VAO : Visa Avec Observations ;

DM : Demande de Modification ;

DD : Demande de Documents pour effectuer le contrôle ;

DR : Document Refusé.

Le visa VSO permettra à l'entrepreneur d'émettre directement les documents « Bon Pour Exécution (BPE) ».

Le visa VAO permettra à l'entrepreneur d'émettre les documents « Bon Pour Exécution (BPE) », en prenant en compte les observations de la Maîtrise d'œuvre. Ces observations seront mentionnées sur les plans BPE.

Le visa DM conduira l'entreprise à produire un nouvel indice.

Le visa DD conduira l'entreprise à produire un nouvel indice avec les documents complémentaires demandés.

Le visa DR signifie que le document est considéré irrecevable et à ce titre doit faire l'objet d'une rediffusion qui sera considérée, elle, comme étant la première. Toutefois le nouveau document passera quand même à l'indice supérieur.

La reprise du document visé « DR » et la transmission du nouvel indice devra donc respecter les conditions initiales telles que prévues au marché pour le document considéré et notamment pour la date limite de transmission. Au-delà, il sera appliqué les pénalités fixées au marché. De même, les conséquences d'un visa « DR » ne pourront être imputées à la Maîtrise d'œuvre et resteront donc de la responsabilité de l'entreprise.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) VAO ou VSO permettant de passer au statut BPE sur les documents d'exécution nécessaires au démarrage des travaux concernés.

Les procédures d'exécution feront l'objet d'AVIS de la part de la Maîtrise d'œuvre. Les délais d'instructions sont les mêmes que pour les documents d'exécution. Il faut impérativement que les procédures aient fait a minima l'objet d'un avis de la part de la Maîtrise d'œuvre avant démarrage des travaux concernés.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux :

- Les délais de délivrance de visa du maître d'œuvre sont fixés comme suit :

Délai de visa du Maître d'œuvre	Délai de visa du Maître d'œuvre indices suivants
15 jours	10 jours

- Le délai de reprise et de transmission par l'entreprise au Maître d'œuvre d'un nouvel indice (suite à visa DM ou DD) de la pièce concernée est de 10 jours.

- Le délai de reprise et de transmission par l'entreprise au Maître d'œuvre d'un nouvel indice (suite à visa DR) de la pièce concernée doit respecter l'échéance de remise initiale du document concerné (cf définition du visa « DR » ci avant).

L'absence de réponse de la part du Maître d'œuvre dans ce délai ne vaut pas acceptation et validation du document.

En cas de non-respect des délais précisés ci-dessus, il sera fait application des pénalités de l'article 4.4-10 « Pénalité pour NON-REMISE des ETUDES et documents d'EXECUTION ou de leur non-obtention au Visa ».

A tous les plans et documents, il sera annexé l'avant métré correspondant qui sera actualisé à chaque indice. Tous les plans ou documents nécessitant un avant métré et qui ne le mentionnerait pas sera refusé (visa DR).

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, les documents d'exécution sont fournis en 1 exemplaire papier et un sous format informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

- les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 2021 ;
- les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2003 sxw, sxc, odc, odp, odt, pour Libre Office version 7, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leur dénomination devra répondre à la codification établie dans la procédure de gestion des documents.

Les documents d'exécution des ouvrages sont établis par le titulaire et seront soumises pour visa par ensemble cohérent, jusqu'à ce que l'entreprise reçoive en retour des documents un visa VSO ou VAO et envoyés en :

- 1 exemplaire papier au maître d'œuvre et 1 exemplaire sur support informatique ;
- 1 exemplaire papier supplémentaire sur demande.

Les corrections ou modification apportées aux documents (notes et plans) seront repérées par des « nuages » avec indication de l'indice. A chaque nouvelle émission, les nuages correspondant aux indices précédents seront supprimés. Les documents ne respectant pas cette consigne seront refusés.

Après visa, les études d'exécution des ouvrages (plans définitifs) seront envoyés au seul maître d'œuvre en 3 (trois) exemplaires (2 en papier et 1 sous format informatique « fichier natif et pdf ») minimum avec la mention « BON POUR EXECUTION » et la date du visa avec changement d'indice.

Les études d'exécution sont réalisées conformément aux prescriptions des documents contractuels du marché.

Les Points d'Arrêts seront mentionnés sur le planning glissant à 5 semaines. Les Fiches de levées des PA complètes (avec toutes les annexes nécessaires) seront transmise à la Maîtrise d'œuvre au minimum 24 h avant la date de levée du PA fixée par l'entreprise. Ce délai pourra être augmenté selon la teneur des documents à analyser et sera défini lors de l'élaboration des PAQ et des tableaux de synthèse des PA.

Le délai de préavis est de 7 jours minimum.

Le délai de levée d'un PA pour la Maîtrise d'œuvre est de 24 h si le délai de préavis est respecté.

8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. 1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. 2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;

La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;

Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;

La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur

SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;

De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

E - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation temporaire de chantier est destinée à avertir et guider l'usager afin d'assurer sa sécurité et celle du personnel sur les chantiers se déroulant sur le réseau de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée. - Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

Si le coordonnateur SPS a connaissance, après le début des travaux, de l'existence de travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L.4532-8 du Code du Travail, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) mentionné aux articles R.4532-52 et 53 du Code du Travail.

Les sujétions découlant de la mise en œuvre de ce PGSCSPS sont réglées, le cas échéant, par voie d'avenant.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser la mise en place de la signalisation temporaire de chantier conformément aux textes en vigueur.

Lorsque la mise en place de la signalisation temporaire de chantier sera réalisée par le titulaire, les stipulations du fascicule des règles générales de sécurité joint en annexe 1 du CCTP seront scrupuleusement respectées. La signalisation mise en œuvre par le titulaire devra être conforme aux textes en vigueur, et notamment à :

- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 (huitième partie) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- aux schémas de signalisation temporaire des différents manuels du chef de chantier du SETRA et du CEREMA ;
- éventuellement à des schémas adaptés à des cas spécifiques (configuration de terrain,

exigences du chantier...) fournis par le gestionnaire des voies.

La mise en place de la signalisation temporaire de chantier est réalisée sous le contrôle :

du chef du District ou du chef d'un SIR concerné de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée ou une personne qu'il aura désignée.

Le titulaire a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des panneaux et des dispositifs de signalisation temporaire de chantier, mais également, et dans les mêmes conditions, après avis formel du chef du District concerné de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée ou du SIR concerné, la signalisation aux extrémités des sections où la circulation serait interrompue et la signalisation des itinéraires déviés. Le titulaire devant obtenir l'accord du maître d'ouvrage au moins 08 jours avant la date probable de mise en service de chaque itinéraire dévié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

La police de la circulation aux abords des chantiers ou aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et le long des itinéraires déviés incombe aux services compétents. Toutefois, sur la demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur mettra à la disposition de ces services, conformément au bordereau des prix unitaires, le personnel nécessaire au maintien de cette signalisation.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Le titulaire prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé au domaine public et privé. A ce titre, un constat d'état des lieux sera fait par le maître d'œuvre et cosigné par le titulaire.

Le titulaire devra informer immédiatement le maître d'œuvre et maître d'ouvrage des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

Une fois les travaux terminés, le Maître d'œuvre rédigera un constat de remise en état qui sera cosigné par le titulaire.

Les travaux seront interrompus durant les jours dit 'hors chantier' sur demande du maître d'œuvre. La veille des journées 'hors chantier', les travaux seront arrêtés obligatoirement à seize (16) heures, afin que le titulaire procède à la remise en état des chaussées, à la dépose de la signalisation et au remontage des équipements. Il appartient à l'entreprise d'établir les DICT auprès des différents gestionnaires des voies et réseaux situés dans l'emprise des travaux. L'entreprise effectue les demandes de police de roulage (arrêtés de circulation) suffisamment en amont du début des travaux afin de ne pas retarder le déroulement des travaux. Les réseaux souterrains sont positionnés précisément sur le site des travaux par l'entreprise éventuellement à l'aide de sondages. L'entreprise prend toutes les précautions et mesures nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé sur les différents réseaux rencontrés. L'entrepreneur ne peut présenter de réclamation, de quelque nature que ce soit, du fait de la présence de canalisation ou conduite sur le tracé de ses ouvrages ou des modifications qu'il serait amené à réaliser sur celles-ci. Il reste responsable des dommages qui pourraient être causés. Le cas échéant, il avertit les services compétents et prend immédiatement les mesures qui s'imposent pour réparer les installations endommagées.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

8-7. Réseaux

Le titulaire doit tenir compte des sujétions particulières imposées par les différents concessionnaires recensées à l'article 7 du présent CCAP. Le titulaire ou son sous-traitant devra être habilité à réaliser les travaux sur ces réseaux conformément aux prescriptions de chaque concessionnaire.

8-8. Constats

En complément de l'article 12 du CCAG et pour éviter toute interprétation, les constats établis par la Maîtrise d'œuvre seront présentés à l'entreprise concernée ou à défaut au mandataire pour signature sur le champ.

- le constat signé des deux parties sera remis à l'entreprise ;
- dans le cas où l'entreprise refuse de signer le constat, la Maîtrise d'œuvre notera sur le constat le motif de ce refus, remettra par Bordereau d'Envoi une copie à l'entreprise et transmettra le constat par Ordre de Service au mandataire ou titulaire ;
- dans le cas où le constat est signé avec réserves, seule la mention « Avec réserves » accompagnée de la signature de l'entreprise seront apposées sur le constat.

Dans les deux derniers cas, l'entreprise devra par écrit préciser et argumenter ces réserves au Maître d'œuvre et cela dans les quinze jours qui suivent la signature ou présentation du constat. A défaut du respect de ce délai, les réserves ne seront plus recevables.

8-9. Voiries d'accès au chantier

Avant tout début des travaux, un état des lieux associé à un relevé photo ou vidéo à la charge de

l'entrepreneur sera dressé contradictoirement entre l'entrepreneur et les gestionnaires des voies concernées.

En cas de dégradation constatée sur la voirie, l'article 8-4.8 du présent CCAP s'applique.

8-10. Environnement

8-10.1 Cadre réglementaire

Le titulaire s'engage à respecter les textes suivants :

- articles L.122-1 à L.122-11 du Code de l'Environnement (Évaluation environnementale),
- articles L.210-1 à 218-86 du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement (Espaces naturels, faune et flore),
- article L.411-1 du Code de l'Environnement (Sites d'intérêt abritant notamment des fossiles ou des espèces protégées),
- articles L.511-1 à L.517.2 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement (Déchets),
- article L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores),
- articles L.510-1 à L.544-13 (Archéologie) et L.621-1 à L.643-1 (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine.

8-10.2 Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers

Les contrôles consisteront à des :

- contrôles des pollutions atmosphériques
- contrôles des niveaux sonores
- contrôles de la gestion des déchets
- contrôles de la qualité des eaux
- contrôles de la protection de la nature

En complément à l'article 35 du CCAG, l'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement, notamment :

- a) Pollutions atmosphériques
- b) Gestion des déchets
- c) Pollutions des eaux
- d) Protection de la nature

Il est précisé que l'entreprise s'engage :

- à ce que l'expert de son assurance passe dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de la réclamation d'un tiers sur les lieux du sinistre,
- à régler cette réclamation dans le délai maximum de six mois à compter de sa notification :
 - soit par indemnisation du tiers
 - soit par lettre motivant le refus d'indemnisation

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.
- La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Il est rappelé que le titulaire devra à ses frais réparer les conséquences de tous vols, dégradations ou destructions qui seraient causés à ses ouvrages par des tiers, par d'autres entreprises intervenant sur le chantier, ou par suite d'une circonstance extérieure, même constitutive d'un cas de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière la responsabilité du maître de l'ouvrage, dès lors que les faits se seraient produits avant la notification de la décision de réception (et non après les opérations préalables à la réception) concernant l'ouvrage correspondant, ou avant la date de prise de possession de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage, si elle est antérieure.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, le titulaire ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages survenus ou constatés postérieurement ou antérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation des travaux, alors même que la réception aurait été prononcée ou le décompte général et définitif établi sans

réserve ou refaction relative à ces dommages.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre la totalité des éléments constitutifs du DOE tels que décrits ci-dessous, à la date de la réception des travaux.

Un exemplaire complet sous forme de fichiers informatiques sera également et simultanément transmis au coordonnateur SPS.

Outre des éléments spécifiques exigés dans le bon de commande, le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) contient :

- Le programme et le calendrier réel d'exécution ;
- Les Fiches produits utilisés ;
- Le dossier de récolement des plans d'exécution et de modification et notes de calculs conformes à l'exécution (note de dimensionnement des chaussées) ;
- l'ensemble des procès-verbaux de réunions ;
- le recueil des procédures mises en oeuvre sur le chantier, accompagnées des fiches produits des fournitures utilisées ;
- les fiches de non-conformités éventuelles ;
- L'ensemble des contrôles intérieurs ;
- La fiche travaux remplie de l'annexe 2 du présent CCAP.
-

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

Sans Objet.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 20.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Géraldine RIVES
06 26 28 18 99
grives@emergences-asso.fr

EMERGENCE / PLIE MP CENTRE
5 rue de la République
CS 12383
13 215 MARSEILLE CEDEX 02

Pour l'exécution, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi.

Conformément à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le volume d'heures indiqué devra être réservé à l'embauche d'une ou plusieurs personnes engagées dans un parcours d'insertion, il constitue un minimum obligatoire : 240 heures d'insertion par période (à chaque reconduction).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi et l'exécution de la clause d'insertion.

Les heures d'insertion mentionnées ci-dessus pourront faire l'objet d'une mise au point du marché à la baisse, à l'initiative exclusive du donneur d'ordre.

Dans le cas d'accords-cadres ou de marchés subséquents, le donneur d'ordre, en concertation avec le facilitateur, se réserve le droit de réviser le volume d'heures d'insertion en cas de modification substantielle du volume de prestations à réaliser.

11-2. Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) ;
 - Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV ou Garantie Jeunes ;
 - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
 - Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
 - Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Le volume d'heure du marché a été fixé à 240h maximum par période pour les deux départements. La répartition des heures d'insertion entre les titulaires sera calculée mensuellement, sur la base du ratio entre le montant HT des bons de commande notifiés à chaque titulaire et le montant HT total des bons de commande émis sur la période. Un bilan semestriel sera établi par le facilitateur pour ajuster si nécessaire.

11-3. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

Après la notification du marché, le titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur clauses sociales désigné.

11-4. Globalisation des heures d'insertion

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 20.1.3 du CCAG-Travaux est possible. Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés. Afin que les heures puissent être valorisées dans le cadre d'une globalisation, elles devront avoir été réalisées par la personne éligible pendant la durée des marchés concernés

Le facilitateur est garant du reporting.

La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion

- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

11-5. Dispositif d'accompagnement des entreprises pour la mise en œuvre de la clause d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 20.1.4 du CCAG-Travaux,

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

EMERGENCES / PLIE MP CENTREciales 5 rue de la République 13 215 MARSEILLE CEDEX 02	Géraldine RIVES 06 26 28 18 99 grivers@emergences-asso.fr
--	---

Par ailleurs un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du marché. Le titulaire est tenu de tenir à sa disposition les bulletins de salaire de chacun des mois travaillés pour chaque personne bénéficiaire de la clause d'insertion.

11-6. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

Durée d'éligibilité

L'éligibilité de la candidature doit être, avant toute embauche, préalablement établie par le facilitateur et questionnée à chaque nouveau marché.

Quelle que soit la nature du contrat, une personne recrutée dans le cadre des clauses peut rester éligible 24 mois, sous réserve d'être positionnée dans le cadre du même marché public. Dans le cas contraire, son éligibilité devra être requestionnée.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à

durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

Comptabilisation des heures de formation : Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.). Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

11-7. Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC 2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation

applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement. Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mail ou par courrier.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

11-8. Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Conformément aux articles 20.1.4. du CCAG-Travaux :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 3 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication semestrielle. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, etc... Ces renseignements sont traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.
- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations : le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;

Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur. Ces bilans anonymisés portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'action d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements par le titulaire du marché entraîne l'application de pénalités définies à l'article 4 du présent CCAP

Le respect de cette modalité d'exécution particulière est obligatoire.

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Le titulaire doit pour cela informer sous huitaine le RMO par courrier recommandé avec AR, dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas, seront étudiés avec l'attributaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP		
CCAP 1-4	déroge à l'article	18.1 du CCAG
CCAP 1-5	déroge à l'article	3.7 du CCAG
CCAP 1-8.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	12.2.1 et 19.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 4-3.2	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 4-4.10.1	déroge à l'article	49.1 du CCAG
CCAP 4-4.10.3	déroge à l'article	52.1 du CCAG
CCAP 4-4.10.4	déroge à l'article	52.1 du CCAG
CCAP 6-3.2	déroge aux articles	24.7 et 24.5 du CCAG
CCAP 7-6	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge aux articles	29.1.5 et 29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes